

L'INSERTION PROFESSIONNELLE PAR LES VALEURS REPUBLICAINES ET CITOYENNES

Au CFA du Tremblay sur Mauldre – Fil conducteur

Une remarque liminaire :

Ne vaudrait-il pas mieux inverser le titre ? Les valeurs républicaines et citoyennes par l'insertion professionnelle.

Car l'insertion professionnelle est d'abord une question de compétences, tandis que d'un point de vue social, l'insertion professionnelle est le meilleur moyen de trouver sa place dans la société. Ce sont le chômage de masse et le sentiment de rejet qui l'accompagne qui alimentent un sentiment d'injustice qui délite la société.

Pour partager les valeurs d'une société, pour éprouver le sentiment d'appartenance à une communauté nationale, il faut d'abord s'y sentir bien et cela passe par le travail.

Cette remarque faite, je voudrais insister sur deux points :

Premier point : il faut connaître l'histoire de France et d'ailleurs pour adhérer aux valeurs essentielles qui cimentent notre communauté nationale.

La laïcité en est une illustration. C'est un concept très français, souvent mal compris en France et à l'étranger, qui est le fruit des conflits religieux qui ont émaillé l'histoire de France et des philosophes des Lumières.

Elle faisait l'objet d'un large consensus il y a quelques décennies, mais ce consensus s'est fortement érodé ces dernières années avec la montée des radicalismes religieux.

Or c'est une condition du vivre ensemble. La laïcité, ce n'est pas le refus des religions, c'est la liberté de choix, c'est aussi la liberté de croire ou de ne pas croire.

L'adhésion à ces valeurs communes n'est pas une question intellectuelle, c'est aussi une expérience personnelle :

Les Résistants pendant la deuxième guerre mondiale,

La « guerre froide » et la liberté : Prague 1968, Gdansk 1982, Berlin et Prague 1989,

Et aujourd'hui ? La barbarie de Daesh, l'attentat contre Charlie Hebdo et la mobilisation qui a suivi...

Cette mobilisation est rassurante car le sentiment d'appartenance à notre communauté nationale s'exprime peu dans notre pays, comparé à beaucoup d'autres : aux Etats-Unis on chante l'hymne américain au début des compétitions sportives, en Suisse on est engagé dans la réserve militaire, en Iran les Perses se réfèrent à une civilisation qui remonte à Darius...

Entre l'arrogance de l'Europe dominante au début du XXe siècle et le relativisme qui accompagne aujourd'hui la mondialisation, il y a un juste milieu pour affirmer et défendre nos valeurs.

Second point : encore faut-il croire à une communauté de destin, encore faut-il croire en un avenir meilleur au sein de cette communauté nationale. Or notre communauté nationale est en proie au doute, à une vraie crise politique qui appelle des réformes.

Tout d'abord parce que l'Europe et la mondialisation économique donnent le sentiment que les Etats et les gouvernements sont réduits à l'impuissance.

Or s'il est vrai que certains acteurs économiques, de grandes entreprises multinationales comme Google, ont des capacités d'action supérieures à certains Etats, la réalité dit aussi le contraire : les Etats européens ont des politiques et des situations intérieures très différentes si vous comparez seulement le Royaume Uni, l'Allemagne et la France. Et l'Europe fait rêver bien des peuples.

En France, la crise politique est profonde comme l'atteste l'abstention croissante aux élections et la défiance du peuple face aux élus. Mais il ne faut pas se tromper de diagnostic : une VIe République ne résoudrait rien car les maux dont nous souffrons sont plus insidieux. J'en citerai deux :

- **La faible mobilité sociale.** Après la forte mobilité sociale de l'après-guerre, notre pays est désormais dirigé par quelques dizaines de milliers de personnes, souvent issus des grandes écoles, qui monopolisent les pouvoirs politiques et économiques. La France est dirigée par une nouvelle aristocratie, foncièrement conservatrice, qui tient les rênes du pouvoir comme le prouve la composition des conseils d'administration du CAC 40 et la porosité entre la haute fonction publique et les grandes entreprises.

C'est la presse allemande ou anglo-saxonne qui analyse le mieux cette organisation sociale très particulière qui paralyse le pays.

C'est pourquoi les alternances politiques déçoivent tant les espoirs des électeurs. Notre système ne favorise pas l'émergence de personnalités fortes et originales : le général De Gaulle n'a émergé qu'à la faveur de la guerre et de la crise politique de 1958.

- **La professionnalisation de la politique.** Le mal est plus récent mais de plus en plus d'élus suivent une sorte de cursus, de militants à des fonctions électives ou d'appareil de plus en plus élevées, sans jamais exercer un vrai métier, sans jamais partager la vie du peuple. Je ne parle pas des principaux dirigeants, mais des élus locaux et des parlementaires.

Cette professionnalisation encourage le conformisme là où il faudrait de l'imagination, la soumission aux appareils des partis qui distribuent les places là où il faudrait du courage et de l'audace.

C'est un mal profond mais des remèdes existent. En voici deux exemples :

- a) **La limitation du cumul des mandats dans le temps (pas plus de deux mandats consécutifs dans la même Assemblée ?),**
- b) **En Suisse, les élus doivent conserver une activité professionnelle pour gagner leur vie et ils n'ont que des jetons de présence pour l'exercice de leur mandat.**

Mais qui voterait ces réformes ? Sûrement pas les élus en place qui ne veulent pas scier la branche sur laquelle ils sont posés... C'est pourquoi je suis favorable au référendum d'initiative populaire, comme en Suisse ou en Californie, qui permettrait de sortir de l'impasse politique sans favoriser les partis extrêmes qui se nourrissent des mécontentements et font assaut de démagogie.

Des réformes sont indispensables car notre communauté nationale est fragilisée par des politiques publiques inefficaces qui minent la confiance dans la capacité de notre société à offrir un avenir décent à chacun d'entre nous.